



mardi 23 mai 2017

## **Les grands titres:**

- Le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, de l'Ethiopie, élu nouveau Directeur général de l'OMS
- Le manque de financement entrave l'aide du HCR envers les réfugiés burundais
- Mali : deux Casques bleus tués dans une embuscade dans la région de Kidal
- Royaume-Uni : l'ONU condamne l'attentat de Manchester
- Fistule obstétricale : l'ONU appelle à éliminer cette affection qui touche plus de 2 millions de femmes
- Un an après le Sommet mondial humanitaire, l'appel à agir est plus urgent que jamais, selon l'ONU
- Syrie : l'ONU ne constate aucune évolution dans la destruction des installations d'armes chimiques
- Myanmar : l'UNICEF appelle à un meilleur accès humanitaire auprès de millions d'enfants affectés par la violence
- L'efficacité des opérations de maintien de la paix requiert des moyens adéquats et un soutien politique appuyé, selon l'ONU

## **Le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, de l'Ethiopie, élu nouveau Directeur général de l'OMS**



**23 mai** - La 70e Assemblée mondiale de la Santé réunie à Genève a élu mardi le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus au poste de Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

A l'issue de trois tours de scrutin, les Etats membres de l'OMS ont élu le candidat proposé par l'Éthiopie. Les autres candidats au poste de chef de l'OMS étaient le Dr. David Nabarro, du Royaume-Uni, et le Dr. Sania Nishtar, du Pakistan.

Le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS élu (au centre), avec le Dr. Veronika Skvortsova, Présidente de la 70ème Assemblée mondiale de la santé (à gauche) et le Dr. Margaret Chan, Directrice générale sortante de l'OMS. Photo OMS/L. Cipriano

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a félicité le Dr. Tedros pour son élection. « Votre leadership à la tête de l'OMS sera crucial pour garantir des vies saines et promouvoir le bien-être pour tous à tous les âges », a déclaré le chef de l'ONU dans un message posté sur son compte Twitter.

Agé de 52 ans, le Dr. Tedros est Docteur en santé communautaire de formation. Avant d'être élu Directeur général de l'OMS, le Dr. Tedros a été membre du gouvernement éthiopien en qualité de Ministre de la santé de 2005 à 2012 et de Ministre des affaires étrangères de 2012 à 2016. Il a été également Président du Conseil du Fonds



mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; Président du Conseil du partenariat Faire reculer le paludisme et Co-président du Conseil du partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

En tant que Ministre de la santé de l'Ethiopie, le Dr. Tedros a dirigé la réforme complète du système de santé de son pays, développant des infrastructures sanitaires avec la création de 3.500 centres de santé et de 16.000 postes de santé. Il a augmenté les effectifs des personnels soignants avec 38.000 agents de vulgarisation sanitaire et a initié des mécanismes de développement pour étendre la couverture de l'assurance-maladie.

A la tête de la diplomatie éthiopienne, le Dr. Tedros a dirigé les efforts de négociations sur le Programme d'action d'Addis-Abeba, dans le cadre duquel 193 pays se sont engagés à apporter les financements nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

En tant que Président du Fonds mondial et du partenariat Faire reculer le paludisme, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a obtenu des financements record pour ces deux organisations et a créé le Plan d'action mondial contre le paludisme, qui a étendu la couverture de l'initiative au-delà de l'Afrique pour en faire bénéficier aussi l'Asie et l'Amérique latine.

Premier Directeur général de l'OMS originaire d'Afrique, le Dr. Tedros commencera son mandat de 5 ans le 1er juillet 2017. Il succédera au Dr. Margaret Chan qui aura dirigé l'organisation ces 10 dernières années.

## Le manque de financement entrave l'aide du HCR envers les réfugiés burundais



Les réfugiés continuent d'arriver en République démocratique du Congo. Un groupe de femmes burundaises attendent que des denrées alimentaires soient distribuées au centre de transit de Kamvivira. HCR/Eduardo Soterias Jalil

**23 mai** - L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a de nouveau fait part de son inquiétude concernant la situation instable au Burundi qui continue de pousser les gens à chercher la sécurité dans les pays voisins.

« Depuis avril 2015, quelque 410.000 réfugiés et demandeurs d'asile ont été contraints de fuir leurs foyers. Ces chiffres augmentent encore », a déclaré mardi un porte-parole du HCR, Babar Baloch, lors d'un point de presse à Genève.

Les atteintes aux droits de l'homme, la peur de la persécution et la violence sexuelle et sexiste figurent parmi les raisons qui poussent les réfugiés burundais à fuir leur pays.

« Sans signe d'amélioration de la situation politique, la population totale de réfugiés devrait atteindre plus d'un demi-million d'ici la fin de 2017, ce qui pourrait être la troisième plus importante situation de réfugiés en Afrique », a prévenu M. Baloch.

À l'heure actuelle, la majorité des réfugiés burundais se trouvent en Tanzanie où 249.000 d'entre eux ont déjà été accueillis dans trois camps surpeuplés. Le Rwanda accueille environ 84.000 réfugiés, suivi de l'Ouganda (45.000) et de la République démocratique du Congo (41.000).

Le HCR a mis à jour ses besoins de financement pour la situation au Burundi à hauteur de 250 millions de dollars. Des ressources sont nécessaires pour fournir une assistance d'urgence aux nouveaux arrivants et un soutien approprié à leurs hôtes. Jusqu'à présent, l'agence onusienne n'a reçu que 2% des fonds requis.

« Les conditions de vie des réfugiés dans les pays voisins sont extrêmement difficiles », a alerté le porte-parole du HCR. « Les arrivées supplémentaires de Burundais dépassent la capacité d'accueil dans les camps de réfugiés, en particulier en Tanzanie, au Rwanda et en RDC ».

L'agence onusienne a besoin de fonds urgents pour moderniser et construire de nouvelles implantations afin de décongestionner celles déjà existantes et de fournir des services de base.

L'éducation des enfants réfugiés burundais est également profondément affectée. Les classes actuelles ne permettent pas d'accueillir tous les élèves réfugiés. Plus de 600 nouvelles salles de classes sont nécessaires en Tanzanie ou de nombreux enfants d'enfants suivent leurs cours sous des arbres.

En RDC, les centres de transit ne peuvent accueillir les nouveaux réfugiés, les obligeant à vivre dans des conditions extrêmement défavorisées, souvent sans abri. Le sous-financement entrave les efforts du HCR pour développer un site de camp de réfugiés nouvellement identifié à Mulongwe, dans la province congolaise du Sud-Kivu.

Les camps surpeuplés exposent davantage les réfugiés, en particulier les femmes et les enfants, à de nombreux risques. Le HCR et ses partenaires ont souligné les dangers liés à la protection et à la santé ainsi que la menace d'une nouvelle épidémie de choléra.

Un plus petit nombre de réfugiés burundais a également fui vers le Kenya et vers des pays d'Afrique australe tels que la Zambie, le Mozambique, le Malawi et l'Afrique du Sud.

« Le HCR renouvelle son appel aux donateurs pour qu'ils continuent de soutenir les pays qui accueillent les réfugiés burundais », a déclaré M. Baloch. « Nous renouvelons également notre appel aux pays voisins pour permettre un accès continu à ceux qui fuient la situation au Burundi et à ne pas renvoyer les réfugiés contre leur volonté ».

## Mali : deux Casques bleus tués dans une embuscade dans la région de Kidal



Un convoi des Nations Unies à Kidal, au Mali. Photo: MINUSMA / Marco Dormino (archive)

**23 mai** - Deux Casques bleus tchadiens de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ont été tués et un autre blessé mardi matin lors d'une embuscade dans la région de Kidal, au nord du pays.

« Une patrouille pédestre de la MINUSMA a été attaquée lors d'une embuscade vers 6h30 ce matin à 5 km d'Aguelhok, dans la région de Kidal », a annoncé la MINUSMA dans un communiqué de presse.

Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a condamné fermement cette attaque meurtrière.

La Mission a aussitôt déployé une force d'intervention rapide sur les lieux de l'attaque et procédé à l'évacuation du blessé et des défunts.

« Cette attaque s'ajoute à une vague de violences qui, au cours des dernières semaines, a ciblé sans distinction les populations civiles, les Forces Armées maliennes et les Forces internationales. Ces violences ne visent qu'à ébranler les efforts du camp de la paix pour ramener la stabilité et l'unité au Mali », a déclaré M. Annadif.

Le chef de la MINUSMA a rappelé la solidarité et la détermination de la Mission à soutenir les efforts du gouvernement malien et des autres parties signataires ainsi que du peuple du Mali dans la mise en œuvre de l'Accord de paix.

« La MINUSMA est disposée à apporter toute sa contribution pour l'identification des responsables de cette attaque afin qu'ils soient rapidement traduits en justice », a-t-il dit.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également fermement condamné « l'attaque terroriste » qui a été revendiquée par le groupe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont exprimé leurs sincères condoléances et leur sympathie aux

familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement du Tchad et à la MINUSMA. Ils ont rendu hommage « aux Casques bleus qui risquent leurs vies ».

Les membres du Conseil de sécurité ont demandé au gouvernement du Mali d'enquêter rapidement sur cette attaque et de traduire les auteurs en justice. Ils ont souligné que les attaques ciblant les forces de maintien de la paix peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lui aussi rendu hommage aux deux Casques bleus tués lors d'une réunion consacrée au soutien à apporter à la MINUSMA.

« Je rends hommage aux courageux soldats de la paix qui ont perdu la vie en soutenant la paix au Mali. Les forces maliennes et françaises continuent d'être ciblées par des groupes extrémistes et terroristes. Plus tôt aujourd'hui, deux soldats de la paix ont été tués lorsqu'un convoi de la MINUSMA a été pris en embuscade près de Kidal - un rappel sombre des dangers auxquels la MINUSMA est confrontée sur le terrain », a dit M. Guterres.

Selon le chef de l'ONU, depuis que la MINUSMA a été créée il y a quatre ans, les Maliens ont fait d'importants progrès vers la paix et la réconciliation. « Cependant, tragiquement, ces progrès ne se sont pas traduits en paix. Les groupes extrémistes violents cherchent activement à gâcher et à arrêter le processus de paix. De nouveaux groupes armés sont apparus alors que certains groupes existants se sont divisés en différentes factions. L'instabilité s'est propagée du nord au centre du pays et au-delà des frontières du Mali dans les pays voisins », a-t-il ajouté.

« Comme je l'ai dit au Conseil de sécurité le 6 avril, les opérations de maintien de la paix doivent être équipées pour répondre aux exigences des nouveaux environnements opérationnels. Le Mali a valeur de test pour la communauté internationale », a encore dit M. Guterres.

« Nous ne pouvons pas déployer les soldats de la paix de la MINUSMA dans les zones où opèrent les groupes terroristes et les réseaux criminels transnationaux sans leur donner les moyens de faire face aux difficultés qu'ils rencontrent. Nous devons aussi leur donner les moyens d'appuyer les institutions maliennes à graduellement exercer leur responsabilité de rétablir la stabilité », a-t-il ajouté. « Nous avons besoin de véhicules blindés de transport de troupes et d'hélicoptères pour que les soldats de la paix puissent intervenir plus efficacement. Nous avons besoin de la force de réaction rapide et de son équipe intégrée d'appui hélicoptère à Mopti pour répondre rapidement aux incidents, protéger les civils et contrer la propagation des éléments extrémistes violents ».

## Royaume-Uni : l'ONU condamne l'attentat de Manchester



Le Conseil de sécurité observe un moment de silence pour les victimes de l'attaque terroriste du 22 mai à Manchester (Royaume-Uni). Photo ONU/Eskinder Debebe

**23 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et le Conseil de sécurité ont fermement condamné mardi « l'horrible attaque terroriste » qui a fait au moins 22 morts et 59 blessés dans une salle de concert à Manchester, au Royaume-Uni, le lundi 22 mai.

Le chef de l'ONU « exprime sa profonde sympathie et sa solidarité envers le peuple et le gouvernement du Royaume-Uni et espère que les responsables de cette violence injustifiable seront rapidement traduits en justice », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

M. Guterres a transmis ses sincères condoléances aux familles et aux amis des personnes tuées et a souhaité un prompt et complet rétablissement aux blessés.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également condamné cet attentat « barbare et lâche ».

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont exprimé leur sympathie et présenté leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement du Royaume-Uni. Ils ont souhaité un prompt rétablissement aux personnes

blessées.

Ils ont exprimé leur solidarité envers le Royaume-Uni dans sa lutte contre le terrorisme et ont souligné « la nécessité d'intensifier les efforts régionaux et internationaux pour surmonter le terrorisme et l'extrémisme violent, qui pourrait conduire au terrorisme ».

Les membres du Conseil de sécurité ont également observé mardi une minute de silence en hommage aux victimes de l'attentat au début d'une réunion consacrée à la Syrie.

Selon la presse, l'attentat suicide à l'explosif a été revendiqué par le groupe terroriste, l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIL/Daech). Le kamikaze s'est fait exploser dans un hall d'entrée de la salle de concert de 21.000 places où se produisait la chanteuse américaine Ariana Grande.

## Fistule obstétricale : l'ONU appelle à éliminer cette affection qui touche plus de 2 millions de femmes



Bien que l'accès aux soins de santé reproductive et maternelle se développe, la coutume locale dissuade Fereshta (ci-dessus), comme beaucoup de femmes en Afghanistan, de demander des soins obstétricaux d'urgence. Crédit UNFPA

**23 mai** - La fistule obstétricale, qui a été largement éliminée dans les pays développés, touche plus de deux millions de femmes et de filles en Asie et en Afrique subsaharienne, a rappelé mardi le chef de l'agence onusienne pour la santé des femmes, qui a réclamé des investissements pour éliminer cette affection.

« Avec un leadership politique fort, ainsi que des investissements et des mesures fortes, nous pouvons mettre fin à ce fléau », a déclaré le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), Babatunde Osotimehin, dans un message à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale.

« Rejoignez-nous pour soutenir les femmes et les filles les plus démunies et les plus marginalisées au monde », a-t-il ajouté.

La fistule obstétricale est une lésion grave et dangereuse susceptible de survenir lors d'un accouchement. Il s'agit d'une brèche de la filière pelvi-génitale, c'est-à-dire l'ensemble des structures anatomiques que traverse le fœtus lors de l'accouchement.

L'apparition d'une fistule obstétricale est directement liée à l'une des principales causes de mortalité maternelle : un travail difficile lors de l'accouchement ou l'absence de soins obstétricaux adéquats. Les femmes qui présentent une fistule obstétricale souffrent d'une incontinence permanente, en ressentent de la honte et font l'objet d'une discrimination sociale. Cette affection évitable entraîne également à plus long terme des problèmes médicaux chroniques, tels que des infections cutanées, des troubles rénaux, voire le décès en l'absence de traitement.

De nombreuses femmes atteintes d'une fistule obstétricale vivent souvent pendant des années, voire des décennies, dans cet état car elles n'ont pas les moyens financiers de se faire soigner. Incapables de contrôler l'écoulement de l'urine, elles sont souvent abandonnées par leur époux et leur propre famille, ou bannies de leur communauté. Elles font face à la dépression, à l'isolement social et à une aggravation de la pauvreté.

Ce fut le cas de Nachilango Bisolomo, au Malawi. Elle s'est mariée tôt et est tombée enceinte à l'âge de 18 ans. Après un accouchement long et difficile, son bébé est mort et elle a été affectée par une fistule. Elle a changé son nom de Nasiwelo à Nachilango, ce qui signifie 'celle qui a été punie'. « Ma vie était un enfer », raconte-t-elle. Des années plus tard, Mme Bisolomo a pu faire réparer sa fistule dans une clinique soutenue par l'UNFPA.

L'UNFPA souligne que la fistule obstétricale peut être évitée. Pour cela, il suffirait de repousser l'âge de la première grossesse; de mettre fin aux pratiques traditionnelles préjudiciables; et de permettre aux femmes d'avoir accès en temps

voulu à des soins obstétricaux.

En attendant l'élimination de ce fléau, l'agence onusienne distribue des fournitures médicales, assure des formations et procure des fonds en faveur de la prévention et du traitement de la fistule et propose des programmes de réinsertion sociale. Elle renforce également les services de santé maternelle et les services obstétricaux d'urgence afin de prévenir l'apparition de cette lésion.

## Un an après le Sommet mondial humanitaire, l'appel à agir est plus urgent que jamais, selon l'ONU



Le Secrétaire général adjoint, Stephen O'Brien, lors d'une visite en 2016 dans un camp à Saint Sauveur en République centrafricaine. Photo MINUSCA/Nektarios Markogiannis

**23 mai** - Un an après le Sommet mondial humanitaire qui s'est tenu à Istanbul, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à maintenir la dynamique pour faire progresser l'Agenda pour l'humanité et obtenir de meilleurs résultats pour aider les personnes vulnérables face aux crises.

« Aujourd'hui, l'appel à l'action énoncé dans l'Agenda pour l'humanité reste plus urgent que jamais », a déclaré M. Guterres dans un message.

« Les crises humanitaires causent des souffrances et des déplacements humains à une échelle sans précédent. Les conflits brutaux et violents font d'innombrables vies. Les risques naturels et les conditions météorologiques extrêmes, la pauvreté et les inégalités structurelles, produisant un cercle vicieux de risque et de fragilité », a rappelé le Secrétaire général. « Ces crises nous empêchent de progresser vers notre objectif commun d'un monde pacifique et prospère pour tous ».

M. Guterres a réaffirmé que la prévention des souffrances humaines demeure sa principale priorité en tant que Secrétaire général. « Nous ne pouvons pas atteindre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sans redoubler d'efforts pour atteindre ceux qui sont le plus laissés pour compte : les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les femmes et les filles, les enfants et toutes les personnes dont la vie a été bouleversée par des conflits ou des catastrophes », a dit le chef de l'ONU. « Toutes les personnes devraient avoir accès à l'aide humanitaire et à la protection en cas de besoin et avoir l'opportunité de s'épanouir à long terme ».

Pour M. Guterres, l'aide humanitaire seule ne peut pas réduire durablement les besoins des plus de 130 millions de personnes les plus vulnérables au monde. « Nous devons engager nos forces collectives et mobiliser de nouveaux partenariats pour prévenir et mettre fin aux conflits, réduire la vulnérabilité aux dangers naturels et aborder les causes profondes de la fragilité ».

Le Secrétaire général a réaffirmé son engagement à réformer la façon dont les Nations Unies fonctionnent, « afin de mettre les gens au cœur de notre prise de décision ». Il a également appelé à rapprocher les acteurs humanitaires et de développement dès l'éruption d'une crise pour soutenir les communautés touchées.

Un an après le sommet d'Istanbul, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, s'est félicité des résultats déjà engrangés dans l'Agenda pour l'humanité, notamment l'inclusion dans les stratégies de réponse humanitaire des besoins des plus vulnérables telles que les personnes malades, âgées et handicapées.

« Il était vraiment important que nous comprenions ensemble les différences dont nous devons faire pour avoir un impact plus important pour soulager les souffrances, sauver des vies, protéger les civils, en particulier des dangers et des conflits, mais avant tout, pour donner aux gens la chance d'espérer et d'avoir aussi une meilleure vie », a dit M. O'Brien dans un entretien à ONU Info.

Les cinq responsabilités essentielles énoncées dans l'Agenda pour l'humanité sont : le leadership politique pour prévenir et mettre fin aux conflits; le respect des normes qui protègent l'humanité; ne laisser personne derrière; changer la vie des gens



en mettant un terme à leurs besoins plutôt que de perpétuer l'apport de l'aide; investir dans l'humanité.

## Syrie : l'ONU ne constate aucune évolution dans la destruction des installations d'armes chimiques



Izumi Nakamitsu, Haut représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/ Eskinder Debebe

**23 mai** - La Haut-Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, a souligné mardi devant le Conseil de sécurité qu'il n'y avait pas eu d'évolution dans la destruction des installations de fabrication des armes chimiques en Syrie.

Pour cette réunion du Conseil de sécurité, Mme Nakamitsu était accompagnée d'Edmond Mulet, nommé le 1er mai dernier à la tête du groupe de trois experts indépendants qui dirigent le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Mme Nakamitsu a salué le degré important de coopération entre le Bureau des affaires de désarmement et l'OIAC, ainsi qu'avec la Mission permanente de la Syrie auprès des Nations Unies et les membres du Conseil de sécurité.

Comme l'indiquent les trois dernières lettres du Secrétaire général sur le sujet, la situation en ce qui concerne la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques déclarées par la République arabe syrienne demeure inchangée, a-t-elle dit. Si le Secrétariat technique de l'OIAC a déjà vérifié la destruction de 24 des 27 installations déclarées, la situation sécuritaire actuelle empêche toujours l'accès aux trois sites restant, dont un hangar d'avions.

La reprise des consultations à La Haye devrait faire avancer ce dossier, a espéré la Haut-Représentante. Elle a souligné que le Directeur général de l'OIAC avait présenté un rapport en juillet 2016 pour demander à la Syrie de faire évoluer son approche sur les questions en suspens.

Plus récemment, en mars 2017, le Directeur général a envoyé une lettre au Ministre des affaires étrangères adjoint de la Syrie pour l'inviter à la reprise des consultations prévue début mai. Il a finalement été décidé de reporter ces discussions pour qu'elles soient le plus fructueuses possibles.

Concernant le travail accompli par la mission d'établissement des faits de l'OIAC en Syrie, Mme Nakamitsu a signalé la parution de deux nouveaux rapports. Le premier porte sur l'incident du 16 septembre 2016 et rend compte de l'enquête menée par l'équipe d'établissement des faits de l'OIAC sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques dans la zone d'Um Hosh, aux environs d'Alep.

Cette équipe a été déployée deux fois à Damas, en décembre 2016 et en janvier 2017, pour mener des entretiens et recueillir des témoignages et d'autres informations. Mais elle n'a pas pu se rendre sur les lieux à cause des conditions de sécurité. En analysant les échantillons de sang de deux femmes victimes, l'équipe a révélé leur exposition au gaz moutarde, ou « ypérite au soufre ».

L'équipe a aussi mené une évaluation et prélevé des échantillons sur un mortier, celui-ci ayant par la suite été remis à une équipe d'experts chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires de la Fédération de Russie. La présence du même gaz a été relevée sur ce mortier.

Mme Nakamitsu a aussi donné les détails de l'enquête concernant un autre incident survenu à Khan Cheïkhoun, le 4 avril 2017, qui se base sur des analyses d'échantillons biomédicaux des victimes et d'échantillons biologiques et environnementaux provenant d'animaux morts. L'équipe a assisté à l'autopsie des trois victimes présumées, a-t-elle précisé avant de donner le résultat des analyses : l'exposition au gaz sarin.

Elle a cependant souligné qu'il ne s'agissait pas du rapport final et que l'équipe envisageait de se rendre à Khan Cheïkhoun.

Comme la zone n'est pas contrôlée par le gouvernement, un soutien logistique, opérationnel et sécuritaire a été demandé aux Nations Unies, ce à quoi le Secrétaire général a répondu positivement.

## Myanmar : l'UNICEF appelle à un meilleur accès humanitaire auprès de millions d'enfants affectés par la violence



Cet enfant de 9 ans a été blessé par des munitions non explosées il y a deux ans dans le village d'Ann Ka Law, dans l'Etat de Kayin, au Myanmar. Photo UNICEF/Brown

**23 mai** - Les conflits non résolus, la pauvreté et le sous-développement empêchent les enfants dans les régions plus reculées du Myanmar de retirer les bénéfices des efforts de réforme et de réconciliation entrepris par le gouvernement, selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) publié mardi.

Dans ce rapport, l'UNICEF affirme que les mesures sociales et économiques prises par le gouvernement depuis 2010 commencent à renforcer les systèmes en matière de santé, d'éducation et de protection des enfants.

Un projet de loi sur l'enfance et un financement public accru pour les programmes de vaccination et l'éducation démontrent un engagement plus fort à promouvoir les droits de l'enfant dans le pays, selon l'agence onusienne.

Cependant, l'UNICEF souligne que, malgré ces progrès, la vie de nombreux enfants au Myanmar reste précaire. Environ 150 enfants âgés de moins de 5 ans meurent chaque jour, et près de 30% souffrent de malnutrition modérée ou sévère. Plus de la moitié de tous les enfants vivent sous le seuil de pauvreté.

« Le Myanmar est confronté à un véritable défi pour faire en sorte que les enfants partout dans le pays - et pas seulement dans les zones urbaines - bénéficient du développement rapide du pays », a déclaré le Directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, Justin Forsyth.

« Il existe un risque que de nombreux enfants et leurs familles soient exclus. C'est particulièrement le cas pour les enfants les plus pauvres vivant dans des régions reculées ou qui se retrouvent piégés dans des situations de tension et de conflit », a-t-il ajouté.

L'attention internationale s'est focalisée principalement sur l'État de Rakhine, où 120.000 personnes déplacées, y compris de nombreux Rohingyas, vivent dans des camps à la suite d'un conflit intercommunautaire qui a éclaté en 2012. Il y a eu un regain de violence depuis l'an dernier à la suite d'attaques contre des postes de gardes-frontières.

Moins signalée est la situation dans les États de Kachin, Shan et Kayin et d'autres régions frontalières, où les affrontements récurrents entre l'armée du Myanmar et des groupes armés ethniques conduisent les familles à fuir leurs maisons. Les civils se retrouvent menacés par la pauvreté, l'apatridie et par la traite des êtres humains, tout en n'ayant qu'un accès limité aux services essentiels de santé et d'éducation.

Le rapport appelle à un meilleur accès humanitaire auprès d'environ 2,2 millions d'enfants touchés par la violence et à la fin des violations des droits, y compris l'utilisation d'enfants-soldats. Dans l'Etat de Rakhine notamment, l'UNICEF estime que les Rohingyas et les enfants d'autres minorités et leurs familles ont besoin de protection et d'aide.

## L'efficacité des opérations de maintien de la paix requiert des moyens adéquats et un soutien politique appuyé, selon l'ONU



Un casque et des gilets de protection de Casques bleus. Photo ONU/Marie Frechon

**23 mai** - Intervenant devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a souligné mardi la nécessité d'assurer aux Casques bleus « les meilleures conditions possibles pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat, y compris protéger les populations ».

Une question qui arrive à point nommé, selon le chef du maintien de la paix, « au moment où nous intensifions nos efforts pour rendre nos opérations plus efficaces et plus économiques, en suivant les directives données par le Secrétaire général ».

Plusieurs commandants de forces militaires des opérations de maintien de la paix ont souligné aux membres du Conseil les complexités inhérentes à la conduite de leurs missions et qui doivent être prises en compte dans la définition et redéfinition des mandats ainsi que dans l'allocation des financements.

Le général de corps d'armée Derick Mbuyiselo Mgwebi, Commandant de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), a ainsi rappelé que sa mission la plus importante en taille opère dans un pays dont la surface très étendue est comparable à celle de l'Europe occidentale. La taille de la RDC, a-t-il dit, complique fortement le déploiement des troupes sur le théâtre des opérations, à plus forte raison qu'il n'existe pas de routes fiables pour se déplacer d'un bout à l'autre de la RDC.

La Mission est donc entièrement dépendante des capacités stratégiques de transport aérien, a expliqué le général Mgwebi, ajoutant que cette réalité était source de tensions en raison des capacités de transport aérien limitées.

Si, jusqu'à présent, les troupes de la MONUSCO avaient eu tendance à rester concentrées dans l'est du pays, où les divisions ethniques sont traditionnellement les plus importantes, en particulier le long de la frontière avec les pays voisins, le général Mgwebi a souligné que les besoins de stabilisation se faisaient de plus en plus sentir sur l'ensemble du territoire de la RDC, aussi bien dans la capitale Kinshasa, en raison des violences liées aux futures élections générales, censées avoir lieu fin 2017, mais également dans le sud et le centre du pays.

Cette évolution, a-t-il estimé, est d'autant plus difficile à gérer qu'il existe des dissonances structurelles entre les intentions du Conseil de sécurité et les actions du Secrétariat, des pays contributeurs de troupes et des missions de maintien de la paix sur le terrain.

Le général Balla Keïta, Commandant de la Force de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), a souligné que la « robustesse » d'un mandat devrait se traduire au niveau de tous les acteurs, du Conseil de sécurité aux troupes sur le terrain.

Le général a en effet jugé que le concept de mandat robuste a souffert d'une « déficience conceptuelle » étant donné que l'intention de mener une action robuste et agressive voire offensive ne semblait s'exprimer qu'à travers une optique strictement opérationnelle et tactique.

Or, cette volonté de fermeté aurait dû se décliner avec une force égale dans les dimensions politiques, légales et administratives de l'action des missions.

Les États Membres pourraient par exemple adopter un état d'esprit résolument déterminé à protéger les populations meurtries et accepter les risques politiques et opérationnels inhérents à l'application des mandats robustes. Le Conseil de sécurité et les organisations régionales devraient adopter des régimes de sanctions plus adaptés et plus agressifs.

La structure des missions devrait contribuer à plus de résilience et plus souplesse pour une prise de décision rapide, grâce à un allègement de la bureaucratie. « Il est tout simplement impossible de mener des opérations efficaces avec les règles administratives actuelles », a prévenu le général. Les Forces elles-mêmes devraient avoir le nombre, les équipements, la préparation opérationnelle et l'état d'esprit requis.

« La MINUSCA a été un exemple quoiqu'imparfait de robustesse mais elle aurait pu faire mieux sans certaines lourdeurs persistances », a-t-il insisté.